

Les promesses écrasées par un budget d'austérité passé en force !

Le gouvernement et l'ensemble des représentants politiques ont reconnu les besoins en santé et la nécessité d'y mettre les moyens. La pandémie COVID a mis en évidence la dégradation de notre système de santé.

Au moment où des milliards vont alimenter les marchés financiers, les spéculateurs, les guerres, les pollueurs qu'en est il des conditions sociales ?

Le budget construit par le gouvernement s'inscrit dans la même logique d'austérité que ceux des 20 dernières années. Le débat devant les élus devait permettre de le modifier pour répondre aux nombreux besoins de la population. Les promesses faites pouvaient laisser espérer une prise de conscience. Le budget et la décision de le passer en force viennent porter un coup à cette perspective.

Notre député, élu sur son expérience professionnelle et la promesse d'être l' élu « de la santé », semble avoir choisi d'abandonner ces engagements pour faire le choix politicien de soutien à son parti.

Nous, habitant.e.s du sud Aveyron continueront à demander des moyens pour répondre à notre droit à la santé.

Nous avons écrit à monsieur le député,

Le 1 octobre 2023 , Monsieur le député,

Vous avez commencé à participer à l'élaboration du budget de la sécurité sociale et allez avoir à l'amender et l'adopter. Ce budget est très important, il conditionne la capacité de la sécurité sociale à poursuivre le financement de l'accès aux soins et les améliorations promises sur la proximité, les recrutements, l'attractivité.

Comme première étape du redressement nécessaire,

Nous vous demandons de tout faire pour que ce budget atteigne au minimum une augmentation de 10 %, correspondant aux 4 % au dessus du niveau de l'inflation de cette année, que les Directeurs des hôpitaux eux-mêmes estiment nécessaire pour simplement maintenir l'existant.

La fin des ponctions (exonérations) opérées par les gouvernements sur les budgets de la sécu pour aider les entreprises doit être actée. Aux gouvernants de proposer d'autres solutions que de détruire le bien commun de la santé pour leurs choix économiques.

Nous vous demandons de prendre des positions en cohérence avec les attentes et promesses pour que les réponses aux nombreux problèmes actuels et l'avenir du sud Aveyron puissent trouver des solutions.

Attentifs aux débats et décisions auxquelles vous allez participer, nous ne manquerons de poursuivre le dialogue sur les décisions locales nécessaires afin d'assurer une prise en charge de qualité à toutes et tous les habitants de notre territoire. »

Car des votes à venir dépendent nos conditions de vie ...

Sans les 10 % supplémentaires comment assurer les besoins exprimés par les habitants

Pour ce qui est du sud Aveyron

Dès 2024

- L'annulation de la dette actuelle de nos hôpitaux et des EHPAD
- Le renforcement de leurs effectifs pour assurer une prise en charge de qualité et simplement humaine.
- L'attractivité des emplois dans les postes non tenus ou en tension (infirmières et aides soignantes)
- la prise en charge des surcoûts dus aux recours à des médecins extérieurs pour ne pas gréver les budgets des hôpitaux de Millau et St Affrique (remplacements des médecins manquant ou consultations par ceux du CHU)
- la rénovation des conditions d'accueil des médecins internes
- la suppression des restes à charge et des déplacements contraints qui conduisent nombre d'habitants.e.s à renoncer aux soins ou les engager trop tard.

Comment préparer un avenir de progrès ?

- le financement des investissements nécessaires au service public hospitalier des deux hôpitaux et des EHPAD pour permettre une qualité des soins à la hauteur des besoins des habitants et des évolutions techniques
- mettre en place les effectifs, les organisations et les aménagements nécessaires pour faire face aux crises du dérèglement climatique et inverser cette dérive mortifère.
- pour assurer les prises en charge à proximité dans les villages et pour les soins non programmés, donner aux installations des médecins salariés des Centres de Santé les mêmes facilités financières que pour les installations libérales.
- rembourser les surcoûts des déplacements contraints par le manque de médecins et de services de proximité et ceux des retours après un passage aux urgences via le SMUR.
- revaloriser les moyens de la prise en charge à domicile pour renforcer personnes intervenant à domicile en limitant les temps partiels, finançant les déplacements, d'assurant les formations qualifiantes.

Notre Comité, notre coordination nationale les 60 associations du Tour de France pour la santé, ne sont pas seuls à tirer le signal d'alarme.

Les Directions hospitalières alertent

"Le projet de loi de finances de la Sécurité sociale 2024, « en n'intégrant aucun financement supplémentaire pour compenser l'inflation, acte de fait un plan d'économies majeures », déplorent les signataires de cette lettre."

Ceux-ci alertent le gouvernement « sur le fait qu'un nouveau plan d'économies sur la santé serait intenable ». (1)

La Ligue contre le Cancer dénonce

"un texte dangereux pour les personnes atteintes du cancer" (2)

(1) <https://www.maire-info.com/sante-publique/les-federations-hospitalieres-denoncent-un-coup-rabot-sur-budget-hopitaux-article-27905>

(2) <https://www.ligue-cancer.net/nos-actualites/plfss-2024-un-texte-dangereux-pour-les-personnes-atteintes-dun-cancer>